



Canada Development
Investment Corporation

La Corporation de développement
des investissements du Canada

Rapport du premier trimestre
31 mars 2014



Canada Development
Investment Corporation

La Corporation de développement
des investissements du Canada

Table des matières

| | |
|---|---|
| Déclaration de la responsabilité de la direction par de hauts fonctionnaires | 1 |
| Rapport de gestion | 2 |
| États financiers consolidés résumés intermédiaires de la Corporation de développement des investissements du Canada – Le 31 mars 2014 | 7 |

Adresse de la Corporation :

1240, rue Bay
Bureau 302
Toronto (Ontario) M5R 2A7

Téléphone : 416-966-2221
Télécopieur : 416-966-5485
Site Web : www.cdev.gc.ca

Déclaration de la responsabilité de la direction par de hauts fonctionnaires

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers trimestriels consolidés résumés intermédiaires conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels consolidés résumés intermédiaires exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans le présent rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels consolidés résumés intermédiaires.

À notre connaissance, les présents états financiers trimestriels consolidés résumés intermédiaires non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie de la Corporation, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels consolidés résumés intermédiaires.

La publication des états financiers consolidés résumés intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration le 26 mai 2014.



Michael Carter
Vice-président exécutif



Andrew G. Staffl, CPA, CA
Vice-président, Finances

Toronto (Ontario)

Le 26 mai 2014

Rapport de gestion de la CDEV de la période close le 31 mars 2014

Les communications publiques de la Corporation de développement des investissements du Canada (la « CDEV »), y compris le présent rapport intermédiaire, peuvent comprendre des déclarations prospectives qui renferment les attentes de la direction à l'égard des objectifs, des stratégies, des perspectives, des plans, des prévisions, des estimations et des intentions de la CDEV.

En raison de leur nature, les déclarations prospectives reposent sur divers facteurs et hypothèses et elles comportent des risques inhérents et des incertitudes générales et spécifiques. C'est donc dire que les pronostics, les prévisions, les projections et les autres éléments des déclarations prospectives ne se réaliseront peut-être pas. Les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes actuelles de la CDEV en raison d'un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs.

Le rapport de gestion doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la période close le 31 mars 2014 ainsi qu'avec le rapport annuel de la CDEV pour l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Vue d'ensemble de la CDEV

La CDEV est une société de la Couronne fédérale qui a été constituée en 1982 afin de fournir un organe commercial aux placements de participation du gouvernement et de gérer le portefeuille commercial du gouvernement dans l'intérêt du Canada, dans une perspective commerciale. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2014, les activités et la structure de la CDEV étaient les mêmes que celles décrites dans le rapport annuel de 2013 de la CDEV, qu'il est possible de consulter sur le site www.cdev.gc.ca de la CDEV. Les filiales de la CDEV sont Canada Eldor Inc. (« CEI »), la Société de Gestion Canada Hibernia (« SGCH ») et la Corporation d'investissement GEN du Canada (« GEN »).

Rendement de la Corporation

Depuis l'ouverture de l'exercice, notre rendement, par rapport à nos objectifs clés est le suivant :

Objectifs clés :

- Gérer nos investissements dans le champ pétrolier Hibernia et dans General Motors (« GM »), et continuer de surveiller la gestion des obligations de CEI.
- Continuer de gérer les volets du programme d'examen de gestion des actifs (l'« Examen ») qui nous sont confiés.
- Continuer de gérer le processus de vente potentielle de Ridley Terminals Inc. (« RTI »), autre société de la Couronne fédérale et la vente éventuelle de parties de la Réserve fédérale de charbon en Colombie-Britannique.
- Continuer de gérer les autres enjeux qui pourraient survenir et demeurer prêts à assumer la gestion et le dessaisissement d'autres intérêts du portefeuille du Canada qui pourraient nous être confiés pour dessaisissement, dans une perspective commerciale.

Rendement :

Nous et nos filiales poursuivons la gestion de nos investissements et de nos obligations, comme il est décrit ci-après :

- La SGCH a enregistré un bénéfice après impôt de 41 millions de dollars et a versé à la CDEV des dividendes de 55 millions de dollars au cours du premier trimestre de 2014.
- GEN a reçu des dividendes de 10 millions de dollars sur les actions privilégiées de GM au cours du trimestre. GM a annoncé un dividende trimestriel de 0,30 \$ US l'action ordinaire au cours du trimestre. Ainsi, GEN a également reçu des dividendes de 37 millions de dollars sur les actions ordinaires de GM pendant le trimestre.
- Il n'y a eu aucun changement important dans la gestion des obligations de CEI.
- CDEV a versé au gouvernement un total de 97 millions de dollars en dividendes au cours du premier trimestre.
- Nous continuons de gérer le processus de vente de RTI en qualité de mandataire du gouvernement. Le projet en est aux premières étapes de consultation. De plus, nous poursuivons la réalisation d'un mandat de services-conseils de vente. Ce mandat, dans le cadre duquel la CDEV agira à titre de mandataire du gouvernement, vise la vente potentielle de parties de la Réserve fédérale de charbon en Colombie-Britannique.
- Nous avons continué à gérer les projets relatifs à l'Examen. Nos activités comprennent la préparation du cahier des charges, la publication des demandes de propositions, l'évaluation et l'embauche de consultants ainsi que le suivi et la révision de leur travail.

Société de gestion Canada Hibernia

Les résultats financiers de SGCH pour le premier trimestre de 2014 ont été moins élevés que ceux de la période correspondante en 2013. La baisse des volumes de vente a contribué au recul de 17 % du produit net tiré du pétrole brut (ventes de pétrole brut, déduction faite des redevances, des participations aux bénéfices nets et des frais de marketing), qui est passé de 94 millions de dollars en 2013 à 78 millions de dollars.

La production pétrolière brute d'Hibernia s'est établie en moyenne à 126 400 barils par jour au cours du premier trimestre de 2014, en baisse de 9 % en regard des 139 000 barils par jour du trimestre correspondant de 2013, en raison de la productivité moins élevée du champ et de problèmes liés au système de chargement extracôtier. Les volumes de vente se sont élevés à 964 850 barils pour le trimestre, ce qui est inférieur aux 1 290 126 barils du premier trimestre de 2013. La contraction des volumes de vente s'explique par une baisse de productivité du champ, par des retards liés aux élévateurs de fret pour le pétrole brut et aux livraisons et par la réduction et la vente ponctuelles des stocks au premier trimestre de 2013 qui n'ont pas été répétées au trimestre considéré.

Les cours du pétrole de la SGCH reposent sur le cours du pétrole brut Brent daté. Bien que les prix de référence du cours du pétrole brut Brent daté aient reculé de 4 %, passant de 114 \$ US le baril au premier trimestre de 2013 à 110 \$ US, les prix réalisés ont augmenté en raison de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain. Par conséquent, les prix réalisés du pétrole se sont accrus de 5 % pour atteindre 121 \$ CA le baril au premier trimestre de 2014 en regard de 115 \$ CA le baril en 2013.

Les propriétaires d'Hibernia se concentrent toujours sur la mise en valeur du secteur unitaire du prolongement sud d'Hibernia (le « PSH »). Après l'achèvement de l'aménagement des installations sous-

marines pour le PSH en 2013, des activités de forage en mer ont débuté au premier trimestre de 2014. La planification de la mise en valeur du réservoir Ben Nevis Avalon, tant dans la zone originale visée par la licence relative au projet Hibernia que dans le secteur unitaire du PSH, s'est poursuivie au premier trimestre et est toujours en cours. Les activités de forage se poursuivent à la plateforme Hibernia pendant le trimestre, tout comme le travail lié au projet d'ascension par poussée de gaz qui devrait être terminé plus tard en 2014.

Canada Eldor Inc.

CEI continue de payer pour les coûts liés au démantèlement d'un ancien site minier et pour les coûts d'un régime de retraite pour certains anciens salariés. Un plan a été mis en œuvre pour entreprendre des travaux, ce qui devrait permettre le transfert éventuel de biens miniers au programme de surveillance institutionnelle de la province de Saskatchewan dans un délai de dix ans.

Corporation d'investissement GEN du Canada

À la clôture du trimestre, GEN détenait environ 4,2 milliards de dollars en actions ordinaires de GM et 461 millions de dollars en actions privilégiées de GM. La société GEN prendra les mesures nécessaires pour céder sa participation dans GM de façon à réaliser une plus-value à long terme tout en prenant en compte les déclarations du gouvernement sur les politiques. Au cours du premier trimestre de 2014, les actions ordinaires de GM se négociaient à un prix variant de 34 \$ US à 41 \$ US l'action. GEN s'assure les services d'un conseiller financier, qui conseille la direction relativement à cet investissement.

Il y a lieu de se reporter au tableau comparatif ci-après pour obtenir un complément d'information.

Analyse de l'environnement commercial externe

La gestion continue de nos placements prend en compte les conditions du marché en général, la conjoncture économique ainsi que des facteurs propres à l'émetteur ou au titre sous-jacents. Aucune modification importante n'a été décelée depuis décembre 2013, comme l'indique le rapport annuel de 2013.

Risques et éventualités

Aucun changement important sur le plan des risques et des éventualités n'a été décelé depuis décembre 2013, comme l'indique le rapport annuel de 2013.

États financiers de la période close le 31 mars 2014

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la période close le 31 mars 2014 ainsi que les chiffres correspondants ont été préparés conformément à la norme comptable internationale (International Accounting Standard, ou « IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*.

Les produits nets consolidés du trimestre clos le 31 mars 2014 se sont établis à 125 millions de dollars, soit une hausse de 21 % par rapport aux produits de 103 millions de dollars inscrits à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique principalement par une augmentation du revenu de dividendes. Au cours du premier trimestre de 2014, GM a versé à GEN des dividendes sur les actions ordinaires de 36 millions de dollars. Aucun dividende sur les actions ordinaires n'a été versé pendant la période correspondante de l'exercice précédent. Les dividendes reçus pour les actions

privilégiées de GM au cours du trimestre ont augmenté pour s'établir à 10 millions de dollars, contre 9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent par suite de l'appréciation du dollar américain. Ces facteurs ont été neutralisés par un recul de 17 % des ventes nettes de pétrole brut au cours du premier trimestre, qui sont passées de 94 millions de dollars au premier trimestre de 2013 à 78 millions de dollars. Le recul est attribuable à une baisse de 25 % des volumes de vente de pétrole brut en regard de ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, contrebalancée par une augmentation des prix moyens réalisés du pétrole et une diminution des taux effectifs des redevances et de la participation au bénéfice net. Les déductions admissibles plus élevées ont entraîné une diminution des taux effectifs moyens des redevances et de la quote-part du bénéfice net.

Les charges totales pour le trimestre, compte non tenu de la variation de la valeur des actions privilégiées de GM, établies à 22 millions de dollars, sont demeurées stables par rapport à celles de la période correspondante de 2013. Les coûts de transport du pétrole brut plus élevés au cours du trimestre ont été plus que contrebalancés par la baisse de la production et des charges d'exploitation de la plateforme Hibernia. Les charges d'épuisement et d'amortissement sont demeurées relativement inchangées en regard de celles du premier trimestre de 2013 étant donné que la hausse du taux d'épuisement a été largement contrebalancée la baisse du volume des ventes.

Au premier trimestre de 2014, GEN a connu une variation de la juste valeur de 12 millions de dollars des actions privilégiées de GM détenues, composée d'une perte liée à la juste valeur de 5 millions de dollars contrebalancée par un profit de change de 17 millions de dollars. La valeur des actions privilégiées au 31 mars 2014 était de 25,90 \$ US l'action, contre 26,20 \$ US l'action au 31 décembre 2013. Au premier trimestre de 2013, GEN avait comptabilisé un profit latent de 6 millions de dollars sur les actions privilégiées, imputable à un profit de change latent de 8 millions de dollars et à une perte liée à la juste valeur de 2 millions de dollars.

La valeur de marché du placement en actions ordinaires de GM est passée de 4,79 milliards de dollars au 31 décembre 2013 à 4,19 milliards de dollars au 31 mars 2014 en raison d'une baisse du cours du marché des actions de GM, et a été ajustée pour tenir compte du cours de change. La variation à la baisse de la valeur du placement en actions ordinaires de GM s'est traduite par une diminution de 597 millions de dollars, des autres éléments du résultat global pour le trimestre clos le 31 mars 2014. Au cours de la période correspondante de l'exercice précédent, les autres éléments du résultat global tenaient compte d'une diminution de 60 millions de dollars liée à la valeur du placement en actions ordinaires de GM. Pour un complément d'information sur les variations des autres éléments du résultat global attribuables aux actions ordinaires de GM, il y a lieu de se reporter au tableau qui suit.

Actions ordinaires de GM – Valeur et Autres éléments du résultat global

| Trimestre clos | Nombre d'actions | Cours des actions ordinaires de GM (\$ US) ²⁾ | Cours de change du dollar US ¹⁾ | Valeur du placement (en millions de dollars canadiens) | Autres éléments du résultat global pour le trimestre (en millions de dollars canadiens) | Autres éléments du résultat global depuis le début de l'exercice (en millions de dollars canadiens) |
|----------------|------------------|--|--|--|---|---|
| 31 déc. 2011 | 140 084 746 | 20,28 \$ | 1,0170 | 2 889 | (51) | (1 840) |
| 2012 | | | | | | |
| 31 mars 2012 | 140 084 746 | 25,64 \$ | 0,9991 | 3 589 | 699 | 699 |
| 30 juin 2012 | 140 084 746 | 19,72 \$ | 1,0191 | 2 815 | (773) | (74) |
| 30 sept. 2012 | 140 084 746 | 22,75 \$ | 0,9837 | 3 135 | 320 | 246 |
| 31 déc. 2012 | 140 084 746 | 28,82 \$ | 0,9949 | 4 017 | 882 | 1 127 |
| 2013 | | | | | | |
| 31 mars 2013 | 140 084 746 | 27,81 \$ | 1,0156 | 3 957 | (60) | (60) |
| 30 juin 2013 | 140 084 746 | 33,34 \$ | 1,0512 | 4 910 | 953 | 893 |
| 10 sept. 2013 | (30 000 000) | 36,65 \$ | 1,0357 | | (680) | 3) |
| 30 sept. 2013 | 110 084 746 | 35,95 \$ | 1,0285 | 4 070 | 300 | 513 |
| 31 déc. 2013 | 110 084 746 | 40,87 \$ | 1,0636 | 4 785 | 715 | 1 228 |
| 2014 | | | | | | |
| 31 mars 2014 | 110 084 746 | 34,42 \$ | 1,1053 | 4 188 | 597 | 597 |

Notes

- 1) Le cours de change utilisé est le cours à midi de la Banque du Canada (\$ US en \$ CA).
- 2) Cours acheteur de clôture par action à la clôture du trimestre (prix de la transaction du 10 septembre).
- 3) Profit réalisé sur les actions vendues le 10 septembre viré au résultat net.

Les débiteurs ont diminué et se chiffraient à 50 millions de dollars au 31 mars 2014, contre 58 millions de dollars au 31 décembre 2013, en raison de la baisse des volumes de vente du pétrole à la clôture de la période. Les immobilisations corporelles, lesquelles s'établissaient à 132 millions de dollars au 31 mars 2014, ont augmenté de 8 millions de dollars par rapport à celles du 31 décembre 2013, principalement par suite de dépenses d'investissement et de frais de démantèlement de 20 millions de dollars, diminués de charges d'épuisement et d'amortissement de 12 millions de dollars. Les impôts recouvrables ont augmenté, passant de 1 million de dollars au 31 décembre 2013 à 5 millions de dollars au 31 mars 2014, en raison de paiements échelonnés supérieurs à l'impôt de l'exercice à payer.

Au 31 mars 2014, les crédateurs, se chiffrant à 39 millions de dollars, ont augmenté de 11 millions de dollars à la suite essentiellement de l'augmentation des crédateurs liés aux redevances et à la quote-part du bénéfice net à la clôture de la période. L'obligation de démantèlement de la SGCH s'est accrue de 8 millions de dollars, ce qui s'explique principalement par une révision du taux d'actualisation utilisé dans son calcul. Le taux d'actualisation utilisé à la clôture du trimestre était de 2,96 %, contre un taux de 3,24 % utilisé au 31 décembre 2013.

Au cours du premier trimestre de 2014, la CDEV a versé 97 millions de dollars sous forme de dividendes au gouvernement du Canada. Cette somme provient des dividendes reçus sur les actions privilégiées et ordinaires de GM détenues, ainsi que des bénéfices de la SGCH. Les dividendes versés au cours de la période correspondante de 2013 se sont élevés à 69 millions de dollars.

États financiers consolidés résumés intermédiaires

**LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT
DES INVESTISSEMENTS DU CANADA**

Trimestre clos le 31 mars 2014


(non audité)

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière
(non audité)
(en milliers de dollars canadiens)

| | 31 mars 2014 | 31 décembre 2013 |
|---|-----------------|---------------------|
| Actifs | | |
| Actifs courants | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 103 701 \$ | 101 768 \$ |
| Débiteurs | 50 402 | 58 205 |
| Impôt sur le résultat à recouvrer | 4 750 | 902 |
| Stocks | 2 818 | 3 017 |
| Charges payées d'avance | 1 696 | 321 |
| Sommes en dépôt dans un compte du Trésor du Canada | 3 754 | 4 049 |
| | 167 121 | 168 262 |
| Actifs non courants | | |
| Sommes en dépôt dans un compte du Trésor du Canada | 119 366 | 118 831 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie détenus en main tierce | 5 969 | 5 969 |
| Immobilisations corporelles (note 4) | 132 199 | 124 431 |
| Placements (note 5) | 4 649 111 | 5 234 310 |
| Actif d'impôt différé | 10 287 | 9 841 |
| | 4 916 932 | 5 493 382 |
| | 5 084 053 \$ | 5 661 644 \$ |
| Passifs et capitaux propres | | |
| Passifs courants | | |
| Créditeurs et charges à payer | 38 857 \$ | 27 195 \$ |
| Obligation au titre de contrats de location-financement | 1 674 | 2 062 |
| Partie courante de l'obligation au titre des prestations définies | 270 | 270 |
| Partie courante de la provision au titre de la remise en état d'un site [note 6 b)] | 3 472 | 3 748 |
| | 44 273 | 33 275 |
| Passifs non courants | | |
| Provision au titre des obligations de démantèlement [note 6 a)] | 72 443 | 64 676 |
| Provision au titre de la remise en état d'un site [note 6 b)] | 12 648 | 13 047 |
| Obligation au titre des prestations définies | 1 893 | 1 925 |
| | 86 984 | 79 648 |
| Capitaux propres | | |
| Capital social | 1 | 1 |
| Surplus d'apport | 2 757 143 | 2 757 143 |
| Déficit accumulé | (307 611) | (308 885) |
| Cumul des autres éléments du résultat global | 2 503 263 | 3 100 462 |
| | 4 952 796 | 5 548 721 |
| Éventualités (note 9) | | |
| | 5 084 053 \$ | 5 661 644 \$ |

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.
Au nom du Conseil :

 , administrateur

 , administrateur

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

État consolidé résumé intermédiaire du résultat global
(non audité)
(en milliers de dollars canadiens)

| | Trimestres clos les | |
|---|---------------------|-----------|
| | 31 mars | |
| | 2014 | 2013 |
| Produits | | |
| Produit net tiré du pétrole brut [note 8 a)] | 77 551 \$ | 93 575 \$ |
| Dividendes (note 5) | 46 622 | 9 232 |
| Produits d'intérêts | 638 | 625 |
| | 124 811 | 103 432 |
| Charges | | |
| Épuisement et amortissement (note 4) | 12 851 | 12 311 |
| Frais de production et charges d'exploitation [note 8 b)] | 6 250 | 7 068 |
| Variation de la juste valeur de la participation en action privilégiées (note 5) | (12 000) | (6 000) |
| Honoraires | 1 300 | 1 421 |
| Salaires et avantages du personnel | 1 230 | 1 029 |
| Autres charges | 247 | 204 |
| Profit de change | (202) | (811) |
| Charge au titre des prestations définies | 20 | 19 |
| | 9 696 | 15 241 |
| Charges financières | | |
| Intérêts sur l'obligation au titre de contrats de location-financement | 15 | 26 |
| Désactualisation des obligations de démantèlement [note 6 a)] | 472 | 578 |
| Désactualisation de la provision au titre de la remise en état d'un site [note 6 b)] | 67 | 59 |
| | 554 | 663 |
| Bénéfice avant impôt sur le résultat | 114 561 | 87 528 |
| Impôt sur le résultat | | |
| Impôt exigible | 17 037 | 21 206 |
| Impôt différé | (445) | (288) |
| | 16 592 | 20 918 |
| Bénéfice | 97 969 | 66 610 |
| Autres éléments du résultat global | | |
| <i>Éléments qui pourraient être reclassés ultérieurement en résultat net</i> | | |
| Variation de la juste valeur des placements en actions ordinaires | (597 199) | (60 121) |
| Résultat global | (499 230) \$ | 6 489 \$ |

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

État consolidé résumé intermédiaire des variations des capitaux propres
(non audité)
(en milliers de dollars canadiens)

| | Trimestres clos les | |
|---|---------------------|---------------------|
| | 31 mars | |
| | 2014 | 2013 |
| Capital social | | |
| Solde à l'ouverture et à la clôture de la période | 1 \$ | 1 \$ |
| Surplus d'apport | | |
| Solde à l'ouverture et à la clôture de la période | 2 757 143 | 3 216 294 |
| Déficit accumulé | | |
| Solde à l'ouverture de la période | (308 885) | (370 768) |
| Bénéfice | 97 969 | 66 610 |
| Dividendes versés | (96 695) | (69 011) |
| Solde à la clôture de la période | (307 611) | (373 169) |
| Cumul des autres éléments du résultat global | | |
| Solde à l'ouverture de la période | 3 100 462 | 1 872 653 |
| Variation de la juste valeur des placements en actions ordinaires | (597 199) | (60 121) |
| Solde à la clôture de la période | 2 503 263 | 1 812 532 |
| Total des capitaux propres | 4 952 796 \$ | 4 655 658 \$ |

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Tableau consolidé résumé intermédiaire des flux de trésorerie
(non audité)
(en milliers de dollars canadiens)

| | Trimestres clos les 31 mars | |
|---|--------------------------------|------------------|
| | 2014 | 2013 |
| Flux de trésorerie liés aux activités suivantes : | | |
| Activités d'exploitation | | |
| Bénéfice | 97 969 \$ | 66 610 \$ |
| Ajustements | | |
| Épuisement et amortissement | 12 851 | 12 311 |
| Charge d'impôt sur le résultat | 16 592 | 20 918 |
| Prestations définies versées en excédent des charges | (32) | (39) |
| Intérêts liés au financement | 15 | 26 |
| Produits d'intérêts tirés d'un compte du Trésor du Canada | (240) | (257) |
| Désactualisation des obligations de démantèlement | 472 | 578 |
| Perte de change latente | 80 | 77 |
| Variation de la juste valeur des placements en actions privilégiées | (12 000) | (6 000) |
| Variation de la provision au titre de la remise en état d'un site | (675) | (330) |
| Obligations de démantèlement réglées | (127) | (1 234) |
| Impôt sur le résultat payé | (20 885) | (20 267) |
| | 94 020 | 72 393 |
| Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (note 7) | 18 453 | 4 850 |
| | 112 473 | 77 243 |
| Activités de financement | | |
| Dividendes versés | (96 695) | (69 011) |
| Intérêts liés au financement payés | (15) | (26) |
| Paiements au titre des contrats de location | (468) | (471) |
| | (97 178) | (69 508) |
| Activités d'investissement | | |
| Acquisition d'immobilisations corporelles | (12 963) | (5 468) |
| Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (note 7) | (399) | (2 937) |
| | (13 362) | (8 405) |
| Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie | 1 933 | (670) |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période | 101 768 | 97 325 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période | 103 701 \$ | 96 655 \$ |
| Représentés par : | | |
| Trésorerie | 41 844 | 23 560 |
| Équivalents de trésorerie | 61 857 | 73 095 |
| | 103 701 \$ | 96 655 \$ |
| Informations complémentaires sur les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation | | |
| Intérêts reçus au cours de la période | 646 \$ | 613 \$ |
| Dividendes reçus au cours de la période | 46 622 \$ | 9 232 \$ |

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2014

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

1. Entité présentant l'information financière

La Corporation de développement des investissements du Canada (la « Corporation » ou la « CDEV ») a été constituée en 1982 en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et elle est la propriété exclusive de Sa Majesté la Reine du chef du Canada. La Corporation est une société d'État mandataire inscrite à la partie II de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et elle n'est pas assujettie aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. En novembre 2007, le ministre des Finances a informé la CDEV qu'elle « devra dorénavant se forger un avenir axé sur la gestion continue de ses actifs actuels dans une perspective commerciale et prêter son concours au gouvernement du Canada (le « gouvernement ») dans la recherche de nouvelles orientations qui conviennent aux capacités de la CDEV, tout en conservant la capacité de se dessaisir de ses actifs actuels et de tout autre placement de l'État, à la demande du ministre des Finances ». À la fin de 2009, la Corporation a commencé à aider le ministère des Finances à mener son Examen de la gestion des actifs du gouvernement visant certains actifs du gouvernement.

Le siège social de la Corporation est situé au 79, rue Wellington Ouest, bureau 3000, case 270, Centre TD, Toronto (Ontario) M5K 1N2. L'établissement principal de la Corporation est situé au 1240, rue Bay, bureau 302, Toronto (Ontario) M5R 2A7.

La Corporation consolide trois filiales entièrement détenues, soit Canada Eldor Inc. (« CEI »), la Société de gestion Canada Hibernia (la « SGCH ») et la Corporation d'investissement GEN du Canada (« GEN »).

CEI a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. Elle est assujettie à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et est une mandataire de Sa Majesté la Reine du chef du Canada et elle n'est pas assujettie aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. En 1988, CEI a vendu la quasi-totalité de ses actifs et de ses activités à la Corporation Cameco (« Cameco ») en contrepartie d'une partie du capital social de cette dernière et d'un billet à ordre. Par suite de la vente des actions de Cameco et de la prise en charge d'une partie de l'encours de la dette de CEI par le gouvernement en 1995, le produit net en trésorerie tiré de la vente définitive des actions de Cameco est le seul actif important que détient CEI. Les obligations résiduelles de CEI se composent des obligations au titre de la remise en état d'un site et des prestations de retraite définies.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2014

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

1. Entité présentant l'information financière (suite)

La SGCH a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et a été acquise par la CDEV en mars 1993. La SGCH est assujettie à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à la *Loi de l'impôt sur le revenu*. La SGCH a été constituée dans le seul but de détenir et de gérer sa participation dans le projet d'exploitation du champ Hibernia (le « projet Hibernia »). La SGCH détient une participation directe de 8,5 % dans le projet d'exploitation du champ Hibernia ainsi qu'une participation de 8,5 % dans la Société d'exploitation et de développement d'Hibernia ltée (la « SEDH »). La participation de la SGCH dans le projet Hibernia a été comptabilisée dans les états financiers de la SGCH, qui sont consolidés dans les états financiers de la CDEV.

En 2010, la SGCH et d'autres participants ont signé des ententes avec la province de Terre-Neuve-et-Labrador (la « province ») et ont reçu l'approbation réglementaire de l'Office Canada-Terre-Neuve-et-Labrador des hydrocarbures extracôtiers (l'« OCTLHE ») visant la poursuite de la mise en valeur du secteur unitaire du prolongement sud d'Hibernia (le « PSH »). La SGCH détient une participation de 5,08 % dans le secteur. En février 2011, la SGCH et d'autres participants ont signé les dernières ententes requises avec la province et le gouvernement relativement au projet et ont autorisé le plein financement de la mise en valeur du secteur unitaire du PSH.

GEN a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et a été acquise par la Corporation le 30 mai 2009. GEN est assujettie à la *Loi sur la gestion des finances publiques*, mais elle n'est pas assujettie aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. GEN détient des actions ordinaires de General Motors Company (« GM ») de même que des actions privilégiées perpétuelles à dividende cumulatif à taux fixe de série A de GM assorties d'un droit de priorité en cas de liquidation d'une valeur de 25 \$ US par action privilégiée. GEN a reçu les actions de GM à la suite de prêts consentis à GM par Exportation et Développement Canada (Compte du Canada), partie liée à la CDEV et à GEN.

2. Base d'établissement

a) Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été établis conformément à la Norme comptable internationale (l'« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*. Les états financiers consolidés résumés intermédiaires ne comprennent pas toute l'information exigée pour des états financiers annuels complets, et doivent donc être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités et les notes y afférentes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Le conseil d'administration a approuvé la publication des états financiers consolidés résumés intermédiaires en date du 26 mai 2014.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2014

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

2. Base d'établissement (suite)

b) Base d'évaluation

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été établis au coût historique, sauf pour ce qui est des éléments suivants :

- les instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net sont évalués à la juste valeur;
- les actifs financiers disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur;
- les stocks sont évalués au moindre du coût de production ou de leur valeur de réalisation nette.

c) Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Ces états financiers consolidés résumés intermédiaires sont présentés en dollars canadiens, le dollar canadien étant la monnaie fonctionnelle de la Corporation.

d) Utilisation d'estimations et recours au jugement

L'établissement d'états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Corporation exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans l'exercice au cours duquel les estimations sont révisées ainsi que dans les exercices futurs touchés par ces révisions. Les jugements critiques et principales sources d'incertitude à l'égard des estimations sont présentés à la note 2 d) des états financiers consolidés annuels de la Corporation de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

3. Principales méthodes comptables

Les présentés états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables et méthodes d'application que celles énoncées à la note 3 des états financiers consolidés audités annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2013, à l'exception des méthodes qui ont changé par suite de l'adoption de nouvelles normes et modifications comptables en vigueur le 1^{er} janvier 2014, telles qu'elles sont décrites ci-après.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2014

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

3. Principales méthodes comptables (suite)

Changement de méthodes comptables

Les normes comptables, les modifications aux normes et les interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») et l'International Financial Reporting Interpretations Committee (l'« IFRIC ») sont entrées en vigueur pour la première fois au cours de l'exercice à l'étude et ont été adoptées par la Corporation le 1^{er} janvier 2014. Ces prises de position, adoptées conformément aux dispositions transitoires applicables, n'ont eu aucune incidence sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Corporation.

Modifications de l'IAS 32, *Instruments financiers : Présentation* (l'« IAS 32 »)

Les modifications de l'IAS 32 clarifient le sens et l'application des critères de l'IAS 32 pour ce qui est de la compensation d'actifs et de passifs financiers. L'adoption des modifications n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires en raison de la nature des activités de la Corporation et des types d'actifs et de passifs financiers qu'elle détient.

Modifications de l'IAS 36, *Dépréciation d'actifs* (information à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers)

Les modifications, dont le champ d'application est limité, permettent de préciser que l'information à fournir au titre de la valeur recouvrable des actifs dépréciés n'est requise que si cette valeur recouvrable est basée sur la juste valeur diminuée des coûts de sortie. L'adoption des modifications n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires, car les actifs de la Corporation n'ont pas subi de dépréciation visée par cette norme.

IFRIC 21, *Droits ou taxes* (l'« IFRIC 21 »)

L'IFRIC 21, qui a été adoptée rétrospectivement, fournit des indications sur le moment de comptabilisation d'un passif lié à un droit ou à une taxe imposé par une autorité publique, que ce droit ou cette taxe soit constaté conformément aux exigences de l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, ou que l'échéance et le montant en soient certains. Cette interprétation définit un droit ou une taxe comme étant une sortie de ressources qui est imposée par les autorités publiques à l'entité selon des dispositions légales ou réglementaires. Elle précise également que les droits ou taxes ne résultent pas de contrats non (entièrement) exécutés ni d'accords contractuels. L'adoption des modifications n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2014

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

4. Immobilisations corporelles

| | Coûts de forage | Pétrolier de brut | Installations de production extracôtières | Total |
|--|-----------------|-------------------|---|------------|
| Coût | | | | |
| Solde au 31 décembre 2013 | 72 991 \$ | 13 547 \$ | 188 261 \$ | 274 799 \$ |
| Entrées de la période | 9 995 | – | 2 968 | 12 963 |
| Ajustements de démantèlement | – | – | 7 422 | 7 422 |
| Solde au 31 mars 2014 | 82 986 \$ | 13 547 \$ | 198 651 \$ | 295 184 \$ |
| Cumul de l'épuisement et des amortissements | | | | |
| Solde au 31 décembre 2013 | 72 772 \$ | 11 040 \$ | 66 556 \$ | 150 368 \$ |
| Épuisement et amortissement | 8 034 | 690 | 3 893 | 12 617 |
| Solde au 31 mars 2014 | 80 806 \$ | 11 730 \$ | 70 449 \$ | 162 985 \$ |
| Valeurs comptables | | | | |
| Au 31 décembre 2013 | 219 \$ | 2 507 \$ | 121 705 \$ | 124 431 \$ |
| Au 31 mars 2014 | 2 180 \$ | 1 817 \$ | 128 202 \$ | 132 199 \$ |

Certains coûts ont été exclus du calcul de l'épuisement et de l'amortissement, notamment les coûts du matériel et des installations actuellement en construction de 35 800 \$ (22 928 \$ au 31 mars 2013). Les coûts de mise en valeur futurs qui ont servi au calcul de l'épuisement et de l'amortissement se sont élevés à 791 937 \$ (600 349 \$ au 31 mars 2013). Aucune indication de dépréciation des immobilisations corporelles n'a été repérée pour les périodes closes les 31 mars 2014 et 2013.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2014

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

5. Placements

| | 31 mars 2014 | 31 décembre 2013 |
|--|---------------------|---------------------|
| Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net | | |
| Actions privilégiées de GM | 461 000 \$ | 449 000 \$ |
| 16 101 695 actions privilégiées perpétuelles à dividende cumulatif de 9,0 % versé trimestriellement à taux fixe, de série A, assorties d'un droit de priorité en cas de liquidation d'une valeur de 25 \$ US par action | | |
| Actifs disponibles à la vente | | |
| Actions ordinaires de GM | 4 188 111 | 4 785 310 |
| 110 084 746 actions ordinaires | | |
| | <u>4 649 111 \$</u> | <u>5 234 310 \$</u> |

La variation du solde des placements de chaque catégorie d'instruments financiers pris en compte dans l'état consolidé résumé intermédiaire du résultat global se présente comme suit :

| | Trimestres clos les 31 mars | |
|---|--------------------------------|-------------------|
| | 2014 | 2013 |
| Variation de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net | | |
| Actions privilégiées de GM | | |
| Profit de change latent | (17 000) \$ | (8 000) \$ |
| Perte latente liée à la juste valeur | 5 000 | 2 000 |
| | <u>(12 000) \$</u> | <u>(6 000) \$</u> |
| Variation nette de la juste valeur des actifs disponibles à la vente (dans les autres éléments du résultat global) | | |
| Actions ordinaires de GM | | |
| Variation de la juste valeur | (597 199) \$ | (60 121) \$ |

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2014

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

5. Placements (suite)

Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net

Les actions privilégiées de GM, lesquelles ne sont pas cotées, sont désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Elles ne pouvaient pas être classées comme étant disponibles à la vente en raison de l'impossibilité de mesurer l'option incorporée qui permet à l'émetteur de racheter les actions après le 30 décembre 2014. Puisqu'il est impossible d'évaluer raisonnablement cette option séparément, l'instrument d'action privilégiée entier est évalué à la juste valeur. La juste valeur a été établie en fonction de la valeur actualisée nette des flux de trésorerie selon un taux d'intérêt de 4,0 % (4,0 % au 31 décembre 2013) fondé sur des instruments de capitaux propres privilégiés comparables, des instruments de créance comparatifs et les caractéristiques propres aux actions privilégiées émises. Aux termes de l'évaluation, il est présumé que les actions seront rachetées par GM peu après le 30 décembre 2014 selon le droit de priorité en cas de liquidation d'une valeur de 25 \$ US par action privilégiée. La variation de la valeur a été comptabilisée en résultat à titre de variation de la juste valeur de la participation en actions privilégiées, soit un profit de 12 000 \$ (profit de 6 000 \$ au 31 mars 2013). Les actions privilégiées ne sont assujetties à aucune restriction relativement à la vente. Les dividendes sur les actions privilégiées de GM sont reçus trimestriellement en dollars américains. Au premier trimestre de 2014, GEN a reçu 10 010 \$ (9 232 \$ en 2013) en dividendes sur les actions privilégiées.

Actifs financiers disponibles à la vente

Le placement dans des actions ordinaires de GM est présenté dans les actifs financiers disponibles à la vente.

Le prix des actions ordinaires de GM est coté sur un marché actif. Les actions détenues au 31 mars 2014 et au 31 décembre 2013 ont donc été évaluées à la juste valeur, toute variation étant comptabilisée dans les autres éléments du résultat global. Le solde du cumul des autres éléments du résultat global au 31 mars 2014 et au 31 décembre 2013 a trait uniquement aux variations de la juste valeur des actions ordinaires de GM. La juste valeur des actions ordinaires de GM est établie en fonction du dernier cours acheteur du titre à la cote de la bourse à laquelle il est principalement négocié. GM a déclaré un dividende trimestriel sur ses actions ordinaires à compter de mars 2014. Au premier trimestre de 2014, GEN a reçu 36 612 \$ (néant en 2013) en dividendes sur les actions ordinaires.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2014

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

6. Provisions

La variation au titre des obligations de démantèlement et de la remise en état d'un site se présentait comme suit :

| | Obligations de démantèlement | Remise en état du site |
|-----------------------------------|------------------------------|------------------------|
| Solde 31 décembre 2013 | 64 676 \$ | 16 795 \$ |
| Reprises de provisions | 167 | – |
| Obligations réglées | (127) | (742) |
| Variation du taux d'actualisation | 7 255 | – |
| Désactualisation | 472 | 67 |
| Solde au 31 mars 2014 | 72 443 \$ | 16 120 \$ |
| Partie courante | – | 3 472 |
| Partie non courante | 72 443 | 12 648 |
| Provisions | 72 443 \$ | 16 120 \$ |

a) Provision au titre des obligations de démantèlement de la SGCH

La provision au titre des obligations de démantèlement a été constituée en fonction de la participation nette de SGCH dans les puits et les installations, d'une estimation de la direction quant aux coûts liés à l'abandon et à la remise en état de ces puits et de ces installations, ainsi que d'une estimation du moment où les coûts seront engagés. La SGCH estime que le passif futur non actualisé total s'élevait à 238 028 \$ (239 063 \$ au 31 décembre 2013). Les coûts estimés des obligations de démantèlement peuvent varier grandement en fonction de facteurs tels que les résultats d'exploitation obtenus et les modifications des lois et règlements.

Ces obligations seront réglées en fonction de la date prévue de fermeture des puits, la dernière étant présentement prévue pour 2054, et de la durée d'utilité des actifs sous-jacents. Un taux sans risque de 2,96 % (3,24 % au 31 décembre 2013) et un taux d'inflation de 2,0 % (2,0 % au 31 décembre 2013) ont été appliqués pour calculer la provision.

b) Provision au titre de la remise en état d'un site

Aux termes de l'accord d'achat et de vente conclu en 1988 entre CEI et Cameco, la responsabilité des obligations liées à la vente d'actifs à Cameco incombe à CEI. Les estimations qui servent à établir la provision au titre de la remise en état d'un site sont décrites dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2013. Aucun changement important n'a été apporté aux estimations qui ont servi au calcul.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2014

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

7. Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie

La variation des soldes des éléments hors trésorerie du fonds de roulement pour les périodes closes les 31 mars se présente comme suit :

| | 2014 | 2013 |
|--|-----------|-----------|
| Diminution (augmentation) des débiteurs | 7 803 \$ | 27 274 \$ |
| Diminution (augmentation) des stocks | (36) | 1 166 |
| Augmentation des charges payées d'avance | (1 375) | (1 396) |
| (Diminution) augmentation des créditeurs et charges à payer | 11 662 | (25 131) |
| Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement | 18 054 \$ | 1 913 \$ |

Liée aux :

| | | |
|--|-----------|----------|
| Activités d'exploitation | 18 453 \$ | 4 850 \$ |
| Activités d'investissement | (399) | (2 937) |
| Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement | 18 054 \$ | 1 913 \$ |

8. Produit net tiré du pétrole brut, et frais de production et charges d'exploitation

a) Le produit net tiré du pétrole brut pour les périodes closes les 31 mars se détaille comme suit :

| | 2014 | 2013 |
|--|------------|------------|
| Produit brut tiré du pétrole brut | 116 676 \$ | 147 983 \$ |
| Moins les frais de commercialisation | (85) | (99) |
| Moins les redevances | (29 613) | (41 121) |
| Moins la participation au bénéfice net | (9 427) | (13 188) |
| Produit net tiré du pétrole brut | 77 551 \$ | 93 575 \$ |

b) Les frais de production et les charges d'exploitation pour les périodes closes les 31 mars étaient les suivantes :

| | 2014 | 2013 |
|--|----------|----------|
| Frais de production et charges d'exploitation liés au compte conjoint d'Hibernia | 4 230 \$ | 6 097 \$ |
| Charges d'exploitation liées au pétrolier de brut | 2 765 | 2 212 |
| Recouvrement des charges d'exploitation liées au pétrolier de brut | (708) | (1 234) |
| Frais d'utilisation des installations après déduction de la participation accessoire au bénéfice net | (37) | (7) |
| Total des frais de production et des charges d'exploitation | 6 250 \$ | 7 068 \$ |

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2014

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

9. Éventualités

Dans le cours normal des activités, la Corporation et ses filiales peuvent faire l'objet de diverses poursuites juridiques ou autres réclamations à l'encontre de la Corporation. Lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre une obligation liée à un événement passé et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable, la direction constate les coûts nécessaires pour régler de telles réclamations en se fondant sur sa meilleure estimation.

La SGCH est partie à un différend contractuel en cours, dont l'issue dépend des procédures futures de règlement de différends. Selon l'information actuellement disponible, et après avoir consulté des conseillers juridiques externes, la direction est d'avis que le règlement éventuel devrait être favorable à la SGCH. Par conséquent, aucun montant n'a été constaté à cet égard dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires.

CEI est codéfenderesse avec la province d'Ontario, le procureur général du Canada, la Commission canadienne de sûreté nucléaire et BOC Canada limitée dans le cadre d'un recours collectif proposé, intenté par certains résidents de la municipalité antérieurement connue sous le nom de Deloro, située dans le comté de Hastings, en Ontario. La poursuite est fondée sur la contamination présumée de certaines propriétés. CEI a déposé un avis d'intention de présenter une défense. Aucune partie n'a encore reconnu sa responsabilité, et l'incidence financière sur la Corporation, si l'issue de cette affaire lui était défavorable, ne peut être déterminée pour l'instant.

10. Risques auxquels est exposée la Corporation

Aperçu

Par la nature de ses activités consolidées, la CDEV est exposée à des risques découlant de ses instruments financiers, qui pourraient avoir une incidence importante sur les flux de trésorerie, le bénéfice et le résultat global. Les états financiers consolidés résumés intermédiaires ne comprennent pas toute l'information sur la gestion des risques financiers exigée pour des états financiers annuels, et doivent donc être lus en parallèle avec les états financiers annuels de la Corporation au 31 décembre 2013. Aucune modification n'a été apportée aux objectifs, aux politiques et aux processus pour évaluer et gérer les risques financiers de la Corporation depuis la clôture de l'exercice.

LA CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS DU CANADA

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires (non audité)

Trimestre clos le 31 mars 2014

(Tous les montants sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

10. Risques auxquels est exposée la Corporation (suite)

Juste valeur des instruments financiers

Le tableau suivant résume l'information sur l'évaluation de la juste valeur des actifs financiers de la Corporation au 31 mars 2014 et au 31 décembre 2013 présentée selon les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs :

| | Total | Prix cotés sur des marchés actifs (niveau 1) | Autres données importantes observables (niveau 2) | Données importantes non observables (niveau 3) |
|---|---------------------|--|---|--|
| 31 mars 2014 | | | | |
| Sommes en dépôt dans un compte du Trésor du Canada | 123 120 \$ | 123 120 \$ | – \$ | – \$ |
| Actions privilégiées de GM | 461 000 | – | 461 000 | – |
| Actions ordinaires de GM | 4 188 111 | 4 188 111 | – | – |
| Total | 4 772 231 \$ | 4 311 231 \$ | 461 000 \$ | – \$ |
| 31 décembre 2013 | | | | |
| Sommes en dépôt dans un compte du Trésor du Canada | 122 880 \$ | 122 880 \$ | – \$ | – \$ |
| Actions privilégiées de GM | 449 000 | – | 449 000 | – |
| Actions ordinaires de GM | 4 785 310 | 4 785 310 | – | – |
| Total | 5 357 190 \$ | 4 908 190 \$ | 449 000 \$ | – \$ |

La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des débiteurs et des créditeurs et charges à payer se rapproche de leur juste valeur en raison de la nature à court terme de ces éléments. Aucun transfert n'a eu lieu d'un niveau à l'autre de la hiérarchie des justes valeurs au cours de la période à l'étude.

11. Transactions avec des parties liées

En vertu du principe de propriété commune, la Corporation est liée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement fédéral du Canada. La Corporation peut conclure des transactions avec certaines de ces entités dans le cours normal des activités s'inscrivant dans son mandat.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2014, la CDEV a versé au gouvernement du Canada des dividendes de 96 695 \$ (69 011 \$ en 2013).